NATIONS UNIES
DROITS DE L'HOMME
HAUT COMMISSARIAT
Centre pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale

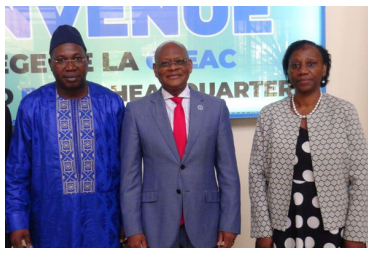
Rights & Democracy Focus

Edition Spéciale

A bi-monthly publication of the United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa

Commémoration

Le CNUDHD-AC a 20 ans



Retour sur 20 ans d'histoire, de présence sur le terrain, de rencontres, de résultats et de souvenirs

Message de Volker Türk, Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme

Le 4 Décembre 2023

Excellences,
Ministres et Représentants des États membres,
Représentants des institutions nationales des droits de l'homme,

Femmes et hommes de la société civile,

Il y a 20 ans, votre engagement en faveur des droits humains et de la démocratie a conduit à la création du Centre des Nations Unies pour les Droits humains et la démocratie en Afrique centrale.

Je tiens à saluer le soutien que le Centre a reçu de nombreux gouvernements, y compris le Cameroun qui héberge son siège.

Au cours de ces années, le Centre s'est efforcé de soutenir une culture de démocratie et de droits humains, notamment en renforçant les capacités des institutions nationales des droits humains et des organes de gestion des élections à travers l'Afrique centrale. Plusieurs pays ont pu renforcer leur coopération avec les mécanismes des droits de l'homme de l'ONU, en ratifiant des conventions et en soumettant des rapports périodiques aux organes conventionnels. Je salue également votre engagement avec le processus de l'Examen Périodique Universel. Cet engagement, je n'en doute point, se poursuivra avec des mesures efficaces pour mettre en œuvre les recommandations acceptées.

À un moment où les menaces envers la paix grandissent et où des prises de pouvoir non démocratiques menacent plusieurs pays, la capacité à identifier et à résoudre les situations qui conduisent à des violations flagrantes des droits humains est cruciale. A travers son système d'alerte précoce et de réponse rapide, le Centre continuera d'analyser et de fournir des propositions de solutions aux États membres, notamment dans le cadre de son protocole d'accord avec la Communauté économique des États de l'Afrique centrale.

J'insiste particulièrement sur la nécessité d'une gouvernance transparente et responsable, et sur la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels à travers des stratégies de développement durables et respectueuses des droits humains.

Le chemin à parcourir nécessitera l'engagement continu des États membres pour réaliser les idéaux de démocratie, de gouvernance et de droits humains que défend le Centre. Je continue de compter sur votre soutien et j'espère qu'ensemble, nous pourrons renforcer la démocratie et les droits humains à travers toute l'Afrique Centrale, afin de générer pour ces populations, une paix et un développement qui soient durables et justes.

Nous commémorons également ce mois-ci les 75 ans de la Déclaration universelle des droits de l'hommes. Il s'agit d'une étape importante pour nous tous. Tout au long de l'année, des activités ont été organisées partout dans le monde pour nourrir notre réflexion collective et pour raviver et renouveler notre engagement. Ces processus culmineront par une cérémonie de haut niveau à Genève la semaine prochaine.

I look forward to welcoming you all to Geneva on 11 and 12 December for our high-level global event to rekindle our commitment to Human Rights. This will be the culmination of the 'Human Rights 75' initiative I launched earlier this year to mark the anniversary of the Universal Declaration. The pledges you have made to advance greater promotion and protection of human rights in your countries, and in the world, will be presented on this occasion.

I therefore wish you a very fruitful anniversary and look forward to meeting you in Geneva next week.

Merci beaucoup pour votre aimable attention
Thank you very much.
Muito obrigado
Muchas gracias

20 ans plus tard...

Par Nouhoum Sangaré
Représentant régional du HCDH
& Directeur du CNUDHD-AC

Au moment où le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC) agissant comme Bureau Régional Afrique Centrale du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH) célèbre officiellement son 20e anniversaire, j'ai l'immense privilège d'en faire le bilan et le plaisir de faire des projections pour les 20 prochaines années.

1. Des avancées notables

A la demande des Etats membres de la CEEAC, le Centre des Nations-Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (le Centre) a reçu le mandat de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et la démocratie dans les états membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC). Depuis 2001, l'action du Centre a contribué à une amélioration de la situation des droits de l'homme, de la démocratie et de la gouvernance en Afrique centrale.

Grâce au partenariat avec les gouvernements, des organisations régionales telles que la CEEAC, des institutions nationales des droits de l'homme, de la société civile, du Bureau Régional des Nations Unies pour l'Afrique Centrale (UNOCA) et des agences du système des Nations Unies, plusieurs résultats probants ont été obtenus dans les domaines du renforcement de l'Etat de droit, de la bonne gouvernance, du développement durable, de la mise en œuvre des recommandations des mécanismes internationaux des droits de l'homme.

> «Au Cameroun, à la suite des campagnes de sensibilisation (2010-2018) soutenues par le Centre en partenariat avec d'autres acteurs, le taux d'enrôlement des personnes handicapées est passé de 0,11 (8 367 personnes) à 0,51 % (34 103 personnes) du total des électeurs inscrits entre 2011 et 2018.»

a. L'élargissement de l'espace démocratique et la participation politique des groupes vulnérables

Protéger l'espace civique et la participation des peuples

Le Centre a contribué à la consolidation des processus démocratiques dans la sous-région, en aidant les groupes victimes de discrimination dans la sphère politique à participer aux processus électoraux; en promouvant le respect de la liberté d'opinion et d'expression et le renforcement de la protection juridique des droits de l'homme.

Au Cameroun, à la suite des campagnes de sensibilisation (2010-2018) soutenues par le Centre en partenariat avec d'autres acteurs, le taux d'enrôlement des personnes handicapées est passé de 0,11 (8 367 personnes) à 0,51 % (34 103 personnes) du total des électeurs inscrits entre 2011 et 2018.

Un atelier sous régional organisé en mars 2015 à Douala par le Centre, la Communauté Economique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC), l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique Centrale (UNOCA) a également abouti à la création d'une plateforme régionale pour la participation politique des femmes. La plate-forme a contribué à la participation accrue des femmes aux élections présidentielles au Congo, au Gabon et à Sao Tomé-et-Principe.

b. La protection de la liberté d'expression et d'opinion avec un accent sur la lutte contre les discours de haine

En 2016, le Centre et UNOCA ont organisé six sessions de formation à l'intention des professionnels des médias dans les pays où des élections devaient se tenir, afin d'améliorer leur engagement dans la production de rapports électoraux.

Dans le même ordre d'idées, un forum régional de sensibilisation et de renforcement des capacités des médias sur la prévention des conflits liés aux discours de haine et la lutte contre ce phénomène en Afrique centrale a été co-organisé par le Centre, UNOCA, l'UNESCO, la MINUSCA et la MONUSCO du 26 au 29 octobre 2021 à Douala au Cameroun. Ce forum a eu un résultat positif dans la mesure où il a été observé que la prévalence du discours de haine et du langage violent par les médias a diminué par la suite dans la sous-région.

«Le Centre demeure actif dans le domaine des droits de l'homme et des entreprises en fournissant des directives aux États et aux entreprises de la sous-région.»

c. La question des entreprises et des droits de l'homme

Le Centre demeure actif dans le domaine des droits de l'homme et des entreprises en fournissant des directives aux États et aux entreprises de la sous-région. En 2018 et 2019, à la suite de la formation et du soutien technique du Centre de 2014 à 2018, Hevea Cameroon Company, Electricity Development Cooperation, Cameroon Development Cooperation et la Société Equatoriale des Mines au Gabon ont développé des politiques et des pratiques inclusives et conformes aux droits de l'homme.

d. La promotion des droits économiques, sociaux et culturels dans le contexte de la pandémie de la COVID-19

En ligne avec l'évolution du contexte du droits de l'homme dans la sous-région et compte tenu du défi de la pandémie de Covid-19, le Centre, avec le soutien du gouvernement belge, a mis en œuvre un projet visant l'intégration des droits de l'homme dans les efforts de réponse à la pandémie de la COVID-19 et de la relance économique par les gouvernements, la société civile, les institutions nationales des droits de l'homme, les agences du système des Nations Unies et d'autres partenaires, en particulier en ce qui concerne la prise en compte durable des impacts de la pandémie sur les droits économiques, sociaux et culturels.

«Une collaboration formelle entre le Centre, UNOCA, la CEEAC-MARAC et le COPAC sur l'alerte précoce et la prévention des conflits en Afrique centrale, notamment la création d'un groupe de travail, le Groupe Régional d'Alerte et de Prévention (GRAP) sur l'alerte précoce et la prévention dans le contexte de [...] crises potentielles ou émergentes en Afrique centrale.»

e. Le renforcement des mécanismes d'alerte précoce et de prévention des violations des droits de l'homme en Afrique Centrale

En 2014-2015, le Centre a mené des missions conjointes avec UNOCA, d'une part, pour évaluer l'impact de la crise en République centrafricaine sur le Cameroun et le Congo, et d'autre part pour examiner le degré de menace posée par le groupe islamiste Boko Haram au Cameroun et au Tchad.

Le 19 octobre 2021, le Centre et UNOCA ont organisé un webinaire, suivi d'un atelier régional du 29 au 30 novembre 2021 sur l'évaluation des mécanismes d'alerte précoce en Afrique Centrale, avec le Mécanisme d'alerte rapide en Afrique centrale (MARAC) de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et la Coalition des organisations de la société civile pour la paix et la prévention des conflits en Afrique centrale (COPAC).

Le résultat de cette activité est le lancement d'une collaboration formelle entre le Centre, UNOCA, la CEEAC-MARAC et le COPAC sur l'alerte précoce et la prévention des conflits en Afrique centrale, notamment la création d'un groupe de travail, le Groupe Régional d'Alerte et de Prévention (GRAP) sur l'alerte précoce et la prévention dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 et d'autres crises potentielles ou émergentes en Afrique centrale.

f. Le renforcement de la responsabilisation et de l'Etat de droit

Réformes juridiques

Le Centre continue de plaider en faveur de l'abrogation des lois antiterroristes adoptées au Cameroun et au Tchad en 2014 et 2015 respectivement. Les lois imposent la peine de mort aux personnes reconnues coupables de terrorisme, malgré l'observation d'un moratoire de plus de 20 ans.

Par ailleurs, certains Etats ont fait des efforts louables dans le domaine des réformes juridique visant à promouvoir et protéger les droits de l'homme. En 2015, une réforme constitutionnelle au Congo a conduit au renforcement de la protection des droits humains et à l'abolition de la peine de mort. Au Cameroun, en juin 2016, le parlement a adopté un nouveau code pénal, qui renforce les normes des droits de l'homme. Au Gabon, au cours du dernier semestre 2020, d'autres développements dans le pays incluent le retrait historique en juin 2020 de la disposition qui pénalise l'homosexualité du Code pénal, et l'élection du Gabon au Conseil des droits de l'homme à partir de 2021.

Les droits de l'homme et la lutte contre le terrorisme

De 2018 à avril 2022, le Centre, en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour la Lutte contre le Terrorisme (UNOCT), a mis en œuvre au Cameroun, un projet sur les droits de l'homme, l'état de droit et la lutte contre le terrorisme. Le projet qui est toujours en cours contribue à l'intégration d'une approche basée sur les droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme et dans la mise en œuvre de la loi antiterroriste de 2014.

À la suite du projet, un groupe d'experts nationaux a été formé et officiellement mis en place. Il réplique maintenant les formations dans diverses écoles professionnelles des forces de sécurité et de défense dans le but d'institutionnaliser les modules dans ces écoles.

«[Grâce au CNUDHD-AC], quatre des institutions nationales des droits de l'homme de la sous-région sont déjà accréditées au statut « A » : le Cameroun, la RDC, le Rwanda et le Burundi. »

Renforcement des Institutions nationales des droits de l'homme (INDH)

Au cours des 20 dernières années, le Centre a soutenu les Institutions nationales des droits de l'homme pour assurer l'amélioration de leur conformité aux Principes de Paris et le renforcement de leurs capacités. Quatre des institutions nationales des droits de l'homme de la sous-région sont déjà accréditées au statut « A » : le Cameroun, la RDC, le Rwanda et le Burundi.

Entre novembre 2011 et juillet 2012 ainsi qu'en novembre 2021, au moins cinq ateliers sous-régionaux ont été organisés pour renforcer les capacités des institutions nationales des droits de l'homme en matière des droits économiques, sociaux et culturels, de surveillance et d'établissement de rapports sur les droits de l'homme et de protection des droits de l'homme grâce à un suivi et à un traitement efficace des plaintes. Ces ateliers, qui se sont tenus à Yaoundé, Brazzaville, Bujumbura et Libreville, ont abouti à la mise en place d'un réseau d'institutions nationales des droits de l'homme en Afrique centrale. Il offre une plateforme d'échange de bonnes pratiques. Ces avancées ont encouragé Sao Tomé-et-Principe et la Guinée équatoriale où il n'existait pas d'institutions nationales des droits de l'homme, à entamer le processus visant à en créer.

«En 2016, à Sao Tomé-et-Principe, à la suite d'un plaidoyer soutenu du Centre, avec l'appui de l'équipe pays des Nations Unies, le gouvernement a ratifié presque tous les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. »

g. Renforcer l'efficacité des mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme

Ratification des instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme

En 2016, à Sao Tomé-et-Principe, à la suite d'un plaidoyer soutenu du Centre, avec l'appui de l'équipe pays des Nations Unies, le gouvernement a ratifié presque tous les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

«[Grâce au CNUDHD-AC], en avril 2014, le Gabon est devenu le premier pays d'Afrique centrale à ratifier le Protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.»

En avril 2014, le Gabon est devenu le premier pays d'Afrique centrale à ratifier le Protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ouvrant la voie à un engagement accru du Centre avec les autorités locales pour favoriser la coopération avec les mécanismes des droits de l'homme dans ce domaine.

«[Grâce au CNUDHD-AC], en mars 2014, la République du Congo a ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées.»

En mars 2014, la République du Congo a ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées. En outre, conformément à son approbation de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones, le Gouvernement congolais a pris diverses initiatives, notamment l'adoption de la Loi n°5-2011 sur la promotion et la protection des droits des peuples autochtones.

«[Grâce au CNUDHD-AC, au Cameroun], la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées est entrée en vigueur le 28 octobre 2023.»

En décembre 2021, des progrès ont été réalisés au Cameroun avec l'adoption d'une série de décrets présidentiels visant à ratifier la Convention relative aux droits des personnes handicapées, ainsi que le Protocole à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples sur les droits des personnes handicapées en Afrique. Cette Convention est entrée en vigueur le 28 octobre 2023, trente jours après sa ratification par l'Etat du Cameroun.

L'appui du Centre aux pays pour l'Examen périodique universel (EPU)

Le Centre a appuyé les pays de la sous-région dans la préparation de l'Examen périodique universel et de ses activités de suivi telles que la Guinée Equatoriale, le Rwanda et Sao Tomé-&-Principe en 2009. Les activités de suivi ont conduit à l'adoption de plans d'action nationaux de mise en oeuvre.

En outre, le processus préparatoire et l'exercice de simulation de l'Examen périodique universel en Guinée Equatoriale ont joué un rôle déterminant dans l'ouverture d'un dialogue avec le Gouvernement sur les principaux défis en matière de droits de l'homme et de démocratie ainsi que dans la formulation en septembre 2009 d'une feuille de route officielle pour l'action par le biais d'accords signés entre l'équipe pays des Nations Unies, le Centre et le Gouvernement de Guinée Equatoriale.

«[Grâce au CNUDHD-AC, l'on assiste à] l'amélioration de la qualité des rapports des Etats de la sous-région aux Organes de Traités et à l'Examen Périodique Universel.»

Du 19 au 24 septembre 2016, Le Centre a organisé à Douala au Cameroun, une formation sous-régionale des formateurs sur la présentation des rapports aux organes des traités et de l'Examen périodique universel.

De 2017 à 2018, des ateliers de restitutions ont été animés par les bénéficiaires de la formation de Douala. Ce qui a abouti à l'amélioration de la qualité des rapports des Etats de la sous-région aux Organes de traités et à l'Examen Périodique Universel.

Appui aux missions des procédures spéciales et missions et du Haut-Commissaire

Le Centre a continué d'appuyer les missions des titulaires de mandat des procédures spéciales, notamment :

• Le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones (octobre 2019) et le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires (septembre 2011) en République du Congo.

• Le Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination, en Guinée équatoriale (août 2010), au Tchad (avril 2018) et en République centrafricaine (octobre 2016).

• Le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones,au Congo en octobre 2019.

• Le Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme en Afrique, au Cameroun en 2012.

• La Visite du Haut-Commissaire aux droits de l'homme au Cameroun en juin 2013 et mai 2019.

«La faible ratification en Afrique centrale de la Charte Africaine de la Démocratie, des Elections et de la Gouvernance reste un sujet d'attention pour lequel davantage de coopération des Etats avec le Centre est vivement souhaitée.»

2. Des défis persistants

Au fil des ans, la sous-région a été confrontée à des défis liés à la sécurité, à la corruption et à la pandémie de Covid-19.

a. Défis sécuritaires et sociopolitiques

La situation sécuritaire dans la sous-région, en particulier dans le Bassin du Lac Tchad en raison des activités de Boko Haram et dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun, continue de se détériorer.

Les relatifs efforts des gouvernements en vue de l'alternance démocratique, ainsi que les violentes contestations politiques et électorales y afférentes constituent un défi considérable pour l'enracinement de la culture démocratique et de la bonne gouvernance en Afrique centrale.

Le mandat du Centre demeure aussi un défi, dans la mesure où il s'agit de veiller à ce que l'engagement du Centre avec les gouvernements de la sous-région, en particulier des Etats qui n'ont pas d'autres présences des Nations Unies en matière des droits de l'homme, soit équilibré et équitable.

Par ailleurs, la faible ratification en Afrique centrale de la Charte Africaine de la Démocratie, des Elections et de la Gouvernance reste un sujet d'attention pour lequel davantage de coopération des Etats avec le Centre est vivement souhaitée.

Le Centre souhaite que les efforts conjoints avec la CEEAC pour la revitalisation de leur protocole d'entente aboutissent à la conclusion de ce protocole dans les meilleurs délais.

b. Défi sanitaire

Le défi sanitaire imposé par la pandémie à COVID-19 a constitué un frein important au déploiement du Centre, car les activités en présentiel ont été suspendues, occasionnant un retard considérable, ainsi que la suspension des voyages, qui a rendu difficile la disponibilité des partenaires.

c. Les perspectives

Etant basé dans un seul pays, le Cameroun, le Centre connaît une expérience qui montre que les partenariats stratégiques sont essentiels pour avoir un impact dans une sous-région diversifiée, d'où la nécessité d'en développer davantage. Ainsi, le Centre s'engage davantage à renforcer son engagement avec ses partenaires pour assurer la protection et la promotion des droits de l'homme dans la sous-région.

20e anniversaire

Retour sur la naissance du Centre

Celui qui a posé les fondations du CNUDHD-AC revient sur la culture des droits de l'homme et de la démocratie au service de la sécurité collective en Afrique centrale et dans la région des Grands Lacs qui a présidé la naissance du Centre.

Par Dr Mutoy Mubiala
Professeur de droit international et de droits de l'homme à l'Université de Kinshasa et Consultant
Ancien fonctionnaire du HCDH (1994 - 2019)
Il a mis en place le CNUDHD-AC de 2001 à 2002

Il a aussi exercé comme coordonnateur du secrétariat technique du Panel chargé d'accompagner le Président de la République démocratique du Congo dans sa mandature à la présidence en exercice de l'Union africaine (2021). L'auteur s'exprime ici à titre personnel et ses vues n'engagent pas le Panel PR RDC-UA.

Si le Centre de Yaoundé fonctionne depuis 20 ans (son démarrage opérationnel a eu lieu le 15 mars 2001, avec l'organisation d'un séminaire régional sur l'éducation aux droits de l'homme, sous les auspices de Bertrand Ramcharan, alors Haut-Commissaire adjoint aux droits de l'homme), la décision de l'instituer remonte à la réunion ministérielle du Comité consultatif des Nations Unies sur les questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAC), à Yaoundé, en mai 1994, en pleine crise rwandaise.

Considérant que cette crise, comme d'autres dans la sous-région, avait pour principales causes profondes les violations massives et graves des droits de l'homme dans la région des Grands Lacs, les 11 Etats concernés ont eu comme vision de faire du Centre de Yaoundé un instrument de sécurité collective régionale, dans le cadre du dispositif établi autour du Conseil de paix et de sécurité (COPAX) de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC).

Le volet initial des droits de l'homme du mandat du Centre a été complété par celui de la démocratie, sur la base de la déclaration de Bata (Guinée équatoriale) sur la démocratie en Afrique centrale, adoptée en 1998. Pour lui assurer une indépendance nécessaire à son action, les Etats membres de la CEEAC/UNSAC ont confié la gestion du Centre de Yaoundé au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, dont il est devenu le bureau régional en Afrique centrale. Le Centre a été offficiellement inauguré en juin 2002 par Madame Mary Robinson, Haut-Commissaire aux droits de l'homme à l'époque.

A ce dispositif initial de sécurité collective des CEEAC/UNSAC, s'est ajoutée la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL). A juste titre, le Centre de Yaoundé a servi de cadre pour l'adoption du «Document de Yaoundé sur les droits de l'homme dans le processus de la CIRGL», en mai 2004. Ce document d'experts, entériné par la CIRGL, a largement contribué à l'adoption d'une demi-douzaine de Protocoles des droits de l'homme faisant partie intégrante du Pacte sur la sécurité, la stabilité et le développement dans la région des Grands Lacs, signé à Nairobi, le 15 décembre 2006. Au moins la moitié des Etats membres des CEEAC/UNSAC fait partie de la CIRGL. Le plus grand défi est de diffuser ces Protocoles, très peu connus dans la région, et d'aider les Etats à les mettre en oeuvre. Il s'agit là du chantier du Centre au cours des pochaines années et décennies.

A divers titres, votre serviteur a eu la chance de participer aux différentes phases de la vie du Centre de Yaoundé. Il rend grâce à Dieu de lui avoir fait don de tout cela, en dépit des difficultés, inhérentes à la nature humaine, rencontrées sur ce chemin. De même, de passage à Yaoundé en octobre 2021, votre serviteur a signé, le samedi 9 octobre 2021, le livre d'or ouvert à l'occasion de la célébration des 20 ans du Centre, que d'aucuns considèrent, peut-être exagérément, comme son «bébé», pour sa modeste contribution comme coordonnateur du projet d'établissement de celui-ci, entre mars 2001 et mars 2002. Il saisit cette occasion pour remercier ceux qui ont œuvré à la réalisation de ce projet et pour rendre un hommage mérité à ceux qui, par la suite, ont continué et continuent à perpétuer cette oeuvre, dont ses collègues et amis Ahowanou Agbessi (ancien directeur), d'heureuse mémoire, Louis-Marie Bouaka (ancien directeur), Nouhoum Sangaré (actuel directeur), Dorothée Ndoh Ondobo épouse Onguene (qui fut, à un moment, l'inamovible cheffe de l'unité d'information et de documentation), ainsi que Doctor Epinge (chauffeur permanent aujourd'hui à la retraite).

20th Anniversary

Former Directors testify

They have been at the helm of the Centre since its inception. They have taken the time to pause and reflect on how far we have come. Here we have the very first Director of the Centre.

By Ambassador Teferra Shiawl Kidanekal
He is retired.
He headed the UNCHRD-CA from 2002 to 2005.

Since the 1960s, Central Africa has witnessed conflicts in almost all the countries of the sub-region, and those engaged in peace-making and peace-building realized that one of the keys to future prevention of conflict lay in promoting respect for democracy and human rights in the sub-region.

This realization led ECCAS to call for the establishment of the Centre. Bertie Ramcharan, then Deputy HC, later in Acting HC, spelled out clearly the challenge that lay in building upwards through groundwork with Government agencies, educators, judges and the legal profession, law-enforcement agencies, the military and other professional groups offering at the same time a library and research base for educators and human rights promoters. This, he rightly felt, would deepen the quest for human rights promotion and protection within the region.

There were sensitivities in ECCAS and indeed on the part of the French government about the Centre. Initially Bertie, and later on my staff and I, had to engage in diplomatic efforts to help lay the basis for smooth working relations for the future. Personal diplomacy helped, and as the first Director of the Centre, I did my job in building up good working relations with General Sylvain Goma, Executive Secretary of ECCAS, a former Prime Minister of the Republic of Congo and also with key figures like the Prime Minister of Cameroon, Peter Mafani Musonge, Minister of State for Foreign Affairs, Francois Xavier Ngoubeyou and the colourful Foreign Minister of Gabon, Mr. Jean Ping, who in 2004 was elected President of the General Assembly and Chairperson of the African Union in 2008.

Other key players in the region have also been helpful. The UN Resident Coordinator in Cameroon, British born Patricia De Mowbray, was very instrumental in rallying the UN Country team in supporting the Centre's activities. During the Centre's inaugural conference of Ministers of Justice and Presidents of Supreme Courts in March 2002, presided over by UN High Commissioner Mary Robinson, the French representatives did want to outshine the UN at the ceremony and to have the limelight. For historical reasons, French diplomats always felt they were exclusive owners of any political process in the region and did not make our start easier.

Since France was at that time funding only a few human rights related seminars and workshops elsewhere, the UN HC, Mary Robinson decided that a representative of the French government be invited to attend the ceremony as a matter of courtesy. However, when the French envoy, a former Minister, Bernard Stasi, came to Yaoundé, his Ambassador, Jean-Paul Veziant, insisted that Stasi be given the role of a keynote speaker. This I rejected outright, telling him that the High Commissioner came to Cameroon for exactly the same purpose and that there could only be one keynote address. Finally, I suggested that Stasi could be allowed to read a message from President Chirac, should he have one. By doing that we were able to satisfy the Envoy's desire for visibility and the highly publicized inaugural ceremony went very well.

The Yaounde Centre was thus a result of hard work by my colleagues in Geneva, particularly Bertie and our Africa Coordinator Tokunbo Ige of Nigeria. My staff in Yaoundé, notably Dr. Musifiky Mwanasali of DRC, Oumar Ba of Mauritania and Fatou Thiam of Senegal as well as our diligent assistants Dorothee Ndoh and Marie Claire Simo of Cameroon did an excellent job. The Centre worked to fill the gap in the struggle for a noble cause in a sub-region that has seen searing conflicts and was wracked by poverty and poor governance.

The challenges of taking forward the human rights agenda in such a situation were indeed manifold. Still, as Bertie Ramcharan was to comment later on, that the Centre set about addressing these challenges with grit and with conviction. For those of us then in the Office of the High Commissioner for Human Rights, what we believed would count was whether educators, professional groups and civil society in the region came to see the Centre as an institution of value. To our satisfaction, they did. The tasks accomplish in the years that followed have proven the usefulness of the Centre.

20th Anniversary

Former Directors testify

A word from the second Director of the Centre.

She is currently Director of the International Planned Parenthood Foundation (IPPF) Africa.

Marie Evelyne Petrus Barry
Former Director of UNCHRD-CA (2005-2009)

Happy Anniversary to the Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa. My years at the Centre were wonderful and heading this office was one of my best jobs at the UN. The team was wonderful and dedicated to their work. The governments, journalists and civil society of Central Africa were open to work with us and expected us to bring change in the way the region was addressing Human Rights. We supported behavior change and policy development in a successful way. We worked at making human rights instruments tools for development and accountability mechanisms for duty bearers. We brought human rights protection, monitoring and evaluation and training up front. My wish is to see that the Centre positions itself as a leader to monitor, protect and defend Human Rights defenders and human rights for all.

20e anniversaire

Les anciens Directeurs témoignent

Aujourd'hui retraité, le prédecesseur de l'actuel Directeur, partage son regard sur la vie et l'avenir du CNUDHD-AC.

Par Dr Louis-Marie Bouaka
Ancien fonctionnaire du HCDH (1994 - 2022)
Il a dirigé le CNUDHD-AC de 2019 à 2022

C'était avec fierté que j'ai travaillé au Centre du 1er mars 2019 au 31 mars 2022 d'abord comme intérimaire et ensuite comme titulaire au poste de Représentant Régional du Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme pour l'Afrique Centrale et Directeur du Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale.

A l'occasion de la célébration du 20ème anniversaire du Centre, je voudrais d'emblée rendre un hommage mérité à tous mes prédécesseurs pour leur leadership et surtout pour le travail abattu. Que l'occasion me soit permise de saluer la mémoire du regretté Anicet Agbessi Ahounou, mon prédécesseur, décédé le 20 août 2019 et aussi celle de mon collègue Pie Ntakarutimana, décédé après moi le 26 août 2022. Enfin, mes compliments à mon successeur Nouhoum Sangaré à qui le Haut-Commissaire a fait confiance pour le poste.

C'est avec un immense plaisir que je me joins à tous les collègues pour célébrer les 20 ans du Centre. Certes, la longévité d'une telle institution ne s'apprécie pas par rapport au nombre de ses années d'existence, mais plutôt par rapport à ce quelle a fait ou aurait fait durant ces années. Mais la particularité du Centre vient de sa nature, d'une part, et du contexte de sa création, d'autre part.

En ce qui concerne sa nature, c'est une institution onusienne des droits de l'homme et de démocratie. Deux concepts exigeants dans le processus de l'édification d'un Etat de droit et qui occupent de plus en plus une place de choix dans les rapports entre les Etats et entre les Etats et les organisations internationales. En ce qui concerne le contexte de création du Centre, je voudrais relever un des aspects parmi tant d'autres, notamment celui de la jeunesse des 10 Etats qu'il couvre. Le Cameroun, le Congo, le Gabon, la République Centrafricaine et la République Démocratique du Congo ont obtenu leurs indépendances en 1960, le Burundi et le Rwanda en 1962, la Guinée Equatoriale en 1968 et la République Démocratique de Sao Tomé et Principe en 1975. Ce qui revient à dire qu'à la création du Centre il y a 20 ans, ces Etats n'avaient que 43 ans, 41 ans, 35 ans et 28 ans d'indépendance. Les concepts des droits de l'homme et de démocratie étaient difficilement cernés par la majeure partie des populations de ces Etats, voire des pouvoirs publics.

La célébration de ce 20ème anniversaire est une occasion de nous remémorer l'ensemble des actions du Centre au fil du temps face à ce dilemme. Il a eu le mérite de travailler stratégiquement, avec l'appui incommensurable du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, pour accompagner les Etats, les Institutions nationales des droits de l'homme, les ONGs nationales et les Equipes Pays du système des Nations Unies dans la promotion et la protection des droits de l'homme. Il a jeté des bases solides de coopération entre les Etats et les mécanismes des droits de l'homme à Genève et, entre autres, il a significativement contribué au changement graduel de mentalité dans le domaine de «ne laisser personne pour compte». Nous avons été témoins du fabuleux travail que le Centre a mené durant la pandémie de Coronavirus dans certains pays de la sous-région pour les aider à considérer la dimension des droits de l'homme dans leurs différentes réponses face à la pandémie.

Bien que les défis des droits de l'homme et de démocratie soient encore énormes à relever en Afrique Centrale, je formule les vœux que le Centre soit doté d'un budget conséquent lui permettant de remplir son mandat et qu'il soit aussi renforcé en termes des ressources humaines devant lui faciliter la couverture des 10 Etats qu'il accompagne. Enfin, que le Centre puisse se porter comme un charme.

JOYEUX ANNIVERSAIRE !

20e anniversaire

Les différents partenaires donnent leur avis

Le Centre interagit au quotidien avec les gouvernements, les administrations, les entreprises, la société civile, les médias et les autres agences du Système des Nations Unies. Témoignages.

Propos recueillis par Joseph Fajong

He is currently Director of the UNDP Regional Service Centre in Addis Ababa.

Matthias Z. Naab
Former UN Resident Coordinator in Cameroon (2020-2023)

CARO plays an important role in mainstreaming our work on human rights accross the various results groups.
Today, CARO is leading so many funds. For instance, the Disability Working Group, the Human Rights Working Group as well as the Secretary General's Call to Action. When we were preparing the cooperaton framework for Cameroon, CARO was at the center of making sure that the issues of human rights were mainstreaming towards the entire document, starting from the common country analysis to the definition of the results groups.
I can say without a doubt that with the presence of this Office here in Cameroon, the UNCT benefits immensely from the fonctioning role of this Office.

Il est actuellement le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Congo.

Chris Mburu
Ancien Conseiller Régional en Démocratie a.i. (2010)

C'est un Bureau qui me tient à coeur. J'ai vu grandir le Centre et j'ai été témoin de tout le travail qu'il a abattu pour l'avancement des droits de l'homme en république du Congo.
Je voudrais saisir l'occasion pour encourager le Centre à continuer à soutenir les pays de la sous-région, le Congo en premier.

Ntonye Njoya
Conseiller Technique n°2 à ELECAM (Cameroun)

Entre le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale et Elections Cameroon (ELECAM), c'est une collaboration qui date et qui s'inscrit dans la durée. Elle a permis, dans le cadre de la gestion du processus électoral, de renforcer les capacités des acteurs du processus ainis que des agents électoraux d'ELECAM.
Cest un partenariat qui permet à ELECAM de promouvoir sur le terrain le respect et la sauvegarde des libertés publiques et des droits civiques des citoyens, notamment par le biais des campagnes de sensibilisation, d'éducation et d'information. Tout ceci dans le cadre de leur droit de vote et et de leur inscription sur les listes électorales, l'élection étant un pillier de la démocratie. Or l'élection ne prend son sens que si les citoyens s'inscrivent sur les listes et prennent effectivement part au vote.
Dans le cadre de ses missions, il arrive à ELECAM de solliciter des partenaires de qualité. C'est le cas du CNUDHD-AC. Ensemble, nous avons travaillé sur plusieurs projets fructueux, avec un succès vraiment retentissant.

Pr James Mouangue Kobila
Président de la Commission des Droits de l'Homme du Cameroun

La Commission des Droits de l'Homme du Cameroun (CDHC) a toujours témoigné toute l'étendue de sa gratitude et de sa sympathie au CNUDHD-AC, précieux et incontournable partenaire, pour son soutien inconditionnel dans le cadre de l'opérationnalisation de la CDHC.

Edna Paola Biyogou Minko
Directrice générale des Droits de l'Homme (Gabon)

Nous voulons remercier le Centre pour la collaboration très importante qu'il apporte au Gabon dans le cadre du renforcement des capacités des différents acteurs.
20 ans plus tard, il serait intéressant de faire un point d'ensemble avec tous les pays couverts pour voir quelle stratégie mettre en oeuvre pour une meilleure réalisation des droits de l'homme.

Dr Sixte Vigny Nimuraba
Président de la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme (Burundi)

Le Centre nous a beaucoup apporté dans les formations initiales tant du personnel que des membres de la Commission. Le Centre nous a aussi aidé dans l'organisation des divers ateliers de formation pour nos cibles.

Me Pierre Esanganya Yanyi
Ex-Conseiller chargé des droits civils et politiques, 1e mandature Commission Nationale des Droits de l'Homme (RDC)

La Commission Nationale des Droits de l'Homme de la RDC est très reconnaissante à l'égard du Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale.
Le Centre a offert ses services en termes d'accompagnement technique pour accéder à l'accréditation au statut A des Institutions nationales des droits de l'homme (INDH).
Nous ne doutons pas que le Centre pourra continuer à faire oeuvre utile comme c'est déjà le cas pour les INDH dans la sous-région Afrique Centrale.

Mgr Patrick Nguema Edou
Vice-président de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (Gabon)

Je souhaite que le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale puisse continuer à assurer son mandat aussi bien pour les droits de l'homme que pour la démocratie, car tout cela contribue à un meilleur vivre ensemble.

Il est en outre Ministre plénipotentiaire en service au Ministère des Relations Extérieures (CMR).

Dr Christian Pout

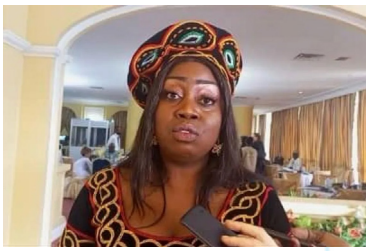
Président - Délégué Général du Centre Africain d'Etudes Internationales Diplomatiques Economiques et Stratégiques (CEIDES)

Le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale a toujours été pour nous un partenaire de premier plan. Nous avons commencé à collaborer avec lui sur une thématique, celle de la justice transitionnelle, à travers différents exercices qui se sont déroulés entre 2006 et 2013. Dans ce cadre-là, nous avons apprécié l'excellence de cette collaboration, non seulement sur les questions de fond, notamment réveiller un peu la connaissance et la compréhension de la justice transitionnelle dans notre contexte en Afrique Centrale, mais aussi le brassage humain autour de cette thématique, entre différentes compétences et différents profils, ainsi que l'ouverture vers l'international.

Nous avons été bien appuyés et accompagnés par des pays comme la Suisse ou la France, et le Centre a joué le rôle de catalyseur de toute cette dynamique.

Aujourd'hui, nous sommes ensemble pour cheminer vers la célébration du soixante-quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme mais aussi vers le vingtième anniversaire du Centre, avec toujours en ligne de mire une problématique comme celle de la démocratie.

La question des droits de l'homme est un horizon fédérateur parce qu'au niveau des droits de l'homme, il y a l'humain au centre, hommes et femmes, jeunes et personnes âgées. Il est donc normal que la structure en charge de nous accompagner dans cette question centrale des droits humains soit suffisamment dotée en ressources humaines, matérielles et financières.



Son organisation la Plateforme Inclusive Society est Partenaire stratégique du Centre pour la promotion et la protection des droits des personnes handicapées.

Emmanuelle Tchotchom

Directrice exécutive de la plateforme Inclusive Society (Cameroun)

Le Centre est d'un grand soutien aux organisations des personnes handicapées, dans le cadre de leurs activités relatives à la promotion de leurs droits de manière générale.

Il y a aussi des plaidoyers qui ont pu aboutir à la ratification par l'Etat du Cameroun de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées.

Le Centre a eu à s'associer à ELECAM et l'Ong SIGHTSAVERS pour mettre en oeuvre le projet «Accessible Elections for Persons with Disabilities». Cela a permis de voir organisées pour la première fois au Cameroun des élections inclusives, et d'avoir 8 400 personnes handicapées inscrites sur les listes électorales.

On peut également mettre à l'actif du Centre certains autres succès en matière de promotion et de protection des personnes handicapées et la promotion de l'inclusion de manière générale.

1 Monde Avenir a mis en oeuvre en 2021 un projet financé par le Centre sur la situation des déplacés internes de la crise du Nord-Ouest et du Sud-Ouest dans la ville de Douala.

Philippe Nanga

Coordinateur de l'Ong 1 Monde Avenir (Cameroun)

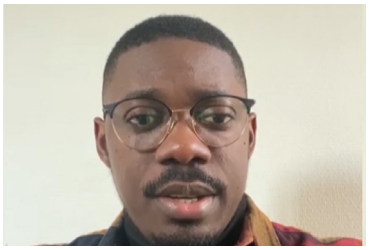
Le CNUDHD-AC nous accompagne dans deux processus de plaidoyer. Le premier c'est sur la dépénalisation des délits de presse, car avec le Centre, nous avons convenu qu'il est bon de protéger les métiers de la presse, comme cela se fait au niveau international. L'autre vise l'accès à l'information. Le Centre et nous pensons que le Cameroun devrait adopter une loi sur l'accès à l'information, car il est bon pour les citoyens et surtout les professionnels des médias d'avoir l'accès facile aux informations, afin de lutter contre les fake news, la désinformation et la mésinformation qui font tant de mal à la société, parce que les gens n'ont pas un accès aisé à la bonne information.

Le Centre nous appuie matériellement et financièrement pour la mise en oeuvre du Forum des libertés publiques que nous organisons chaque année à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse.

Ce sont des actions concrètes qui visent à assainir le milieu de la démocratie et renforcer les droits de l'homme dans notre espace social.

Bergeline Domou
Activiste - Chargée de programmes à Cameroon O'bosso (Cameroun)

On peut se féliciter de ce que chaque fois que nous le sollicitons, le Centre répond présent, que ce soit pour une demande d'informations ou pour des modules de formation, sans compter les autres formes d'interactions. Le Centre est toujours représenté à la présentation des rapports de Stand Up for Cameroon. C'est à encourager.
Nous avons plusieurs fois interpellé le Centre et dans le cadre de Stand Up 4 Cameroon, nous sommes venus au Centre avec des victimes de la crise du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Ces échanges ont permis de constater que, bien que les activités du Centre étaient menées et visibles, il y avait un sentiment d'une incapacité à faire bouger les lignes et changer les choses dans la résolution de ce conflit. Peut-être est ce dû aux limites de son mandat actuel et à la modicité de ses moyens.
Dans tous les cas, des changements importants doivent être apportés au niveau de son mandat et des ressources qui lui sont allouées.
Le Centre doit continuer à exister tout en revoyant son fonctionnement, afin d'être plus actif et pro-actif, afin de mieux impacter le changement dont le Cameroun et l'Afrique Centrale ont besoin en matière de droits de l'homme et de libertés publiques.



Christian Minko
Chercheur - Doctorant (Gabon)

Je prépare une thèse sur les mécanismes de prévention et de résolution de crises en Afrique Centrale. C'est dans ce cadre que j'ai effectué un stage au Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale en juillet et août 2023. Cela a été un bon moment d'échanges et de partages. J'ai ainsi eu l'occasion d'accéder à leur bibliothème, ce qui m'a permis d'accélérer dans mes recherches et d'avancer dans la rédaction de ma thèse.

Florette Manedong
Journaliste et ancienne Coordonnatrice du journal «L'Oeil du Sahel» (Cameroun)

Le Centre a été d'un grand apport dans ma carrière en tant que journaliste, de par les formations qui étaient axées sur la maîtrise des textes et dispositions sur les droits de l'homme et la meilleure manière d'aborder les violations des droits de l'homme tout en préservant notre sécurité, y compris en ligne.
En termes de plus-value, je dirai que le Centre a formé les journalistes sur les élections, notamment, sur femmes et élections ou encore comment pratiquer le journalisme en période électorale. J'avoue que c'était des formations très intenses et très bénéfiques. Je le dis pour avoir eu l'occasion de travailler avec le Centre depuis 2012 et avoir couvert plusieurs élections au Cameroun depuis lors.

20e anniversaire

Les anciens staffs du Centre témoignent

Ils ont travaillé au sein du Centre, fourbi leurs armes avant d'aller se déployer ailleurs. Ils reviennent sur leur relation avec le CNUDHD-AC.

Propos recueillis par Kamdem Souop

Il est actuellement Conseiller Sénior en Droits de l'homme au Bureau du Coordonnateur Résident des Nations Unies au Burundi.

Bamazi Tchaa

Ancien Coordonnateur des Unités du Centre (2019-2022)

Selon un dicton bien connu, « à quelque chose malheur est bon ». Loin de moi l'idée de me souhaiter du « malheur » pour tirer quelque hypothétique profit risqué. L'évocation de cette boutade renvoie aux circonstances dans lesquelles j'ai eu le privilège d'être déployé au CNUDHD-AC, en l'occurrence à la suite de la fermeture le 28 février 2019 du Bureau du HCDH au Burundi où j'étais en poste. J'ai passé en tout 2 ans et demi au Centre, en qualité de Coordonnateur des Unités, un poste presque taillé sur mesure pour répondre à l'urgence de rebâtir le Bureau alors en décadence avancée. C'est avec beaucoup de reconnaissance que j'évoque mon passage au Centre, pour le bien que j'y ait tiré en enrichissant ma carrière professionnelle et mon expérience, mais aussi de fierté pour les réalisations accomplies sous le leadership habilitant de Louis-Marie Bouaka et en bonne intelligence avec mes extraordinaires collègues. Je voudrais saisir l'occasion pour souligner l'importance stratégique du Centre et l'urgence de renforcer son statut, à l'image du Bureau régional pour l'Afrique de l'Est, afin qu'il dispose des moyens de remplir plus efficacement son mandat dans la sous-région gangrénée par des défis colossaux des droits humains et d'Etat de droit.

Félicitations au Directeur Nouhoum Sangaré et à l'ensemble des collègues actuels pour leur dévouement au Centre à ce tournant historique. Mes hommages aux prédécesseurs inoubliables, dont Maarit Kohonen Sheriff, Louis-Marie Bouaka et à feu Ahowanou Agbessi qui est tombé les armes à la main.

He is the Regional Representative of OHCHR in West Africa.

Robert Kotchani

Former Human Rights Officer (2010-2013)

I had the opportunity to work as Human Rights Officer with the OHCHR Central Africa Regional Office (CARO) in Yaoundé, Cameroon, from May 2010 to September 2013 and it was an important milestone in my career. Even though I had previous work experience in a Regional Office, CARO was exceptional given the level of engagement that the Office had with local institutions and the active technical cooperation and advocacy it had with countries of the sub-region. When the then Head of Office, Ms. Maarit Kohonen Sheriff let for another assignment in New York, I had the honor and privilege to lead the Office as Officer-in-Charge between February 2011 and June 2013 when I handed over to Mr. Agbessi Ahowanou. That experience has helped me improve on many competencies and enhance my leadership capabilities. Working at CARO was thus rewarding in many ways, with colleagues full of enthusiasm and ideas for the promotion and protection of human rights. The unique Fellowship program of the Office enabled youth from the sub-region to come and acquire work experience and bring about new ideas. Challenges then included limited options for traveling within the sub-region, with the Yaoundé airport not catering for certain flights. I remember we often had to travel for four to five hours by road between Yaoundé and Douala to take a 50mn flight to Libreville. A colleague once had to travel via Lisbon in Portugal to reach nearby Sao Tome and Principe. I am sure the situation must have improved now with more travel options.

As CARO celebrates its 20th anniversary, I take this opportunity to congratulate its leadership and staff for a job well done. I also wish CARO many more prosperous years and above all, continued quality services delivered to the populations of Central Africa region.

Aujourd'hui retraité.

Oumar Ba

Ancien Chargé de Programme Droits de l'Homme (2002-2006)

Je suis arrivé au Centre au mois de décembre 2002 et j'ai quitté fin janvier 2006.
A mon arrivee, il n'y avait que deux staff, à savoir l'Ambassadeur Tefera, directeur du Centre et Dorothée Ndoh qui était responsable du centre de documentation.. J'étais chargé du programme Droits humains.
Par la suite d'autres staff on rejoint le centre, à savoir le chargé du programme démocratie et un autre fonctionnaire de droits humains.
A l'époque le centre était exclusivement focalisé sur le renforcement des capacités par le biais des séminaires de formation destinés aux acteurs (gouvernementaux et non gouvernementaux de la sous-région). Ces séminaires étaient organisés un peu partout dans la sous-région. La principale difficulté pour avoir tous les participants sous la main était le problème des liaisons aériennes. Il était extrêmement difficile de faire venir un participant de Kigali, de Bujumbura, de Luanda pour aller assister à une rencontre organisée à Bangui ou Ndjamena.
Des collègues des Nations Unies basés à Yaoundé, pour aller en mission à N'Djamena ou Bangui étaient obligés de monter sur Paris pour redescendre sur Bangui ou bien N'Djamena !
L'autre difficulté rencontrée était l'intégration de l'approche basée sur les droits humains dans les activités et programmes du système des Nations Unies dans la sous-région à cause des réticences.
C'était l'époque des Bilans communs de pays (CCA) et des Plans cadres des Nations Unies pour l'assistance au développement des Nations Unies (UNDAF) qui étaient des outils nouveaux pour les équipes de pays. Il a fallu plusieurs mois de dialogue pour vaincre les réticences de ces équipes.
L'excellent souvenir que je garde de mon séjour au Centre est la rencontre avec les organisations de la société civile très dynamiques et très actives qui se battaient dans un environnement hostile et qui voulaient changer les choses.
BON ANNIVERSAIRE !

Il est Conseiller des Affaires politiques au sein de la Structure conjointe Département des Affaires politiques et Consolidation de la Paix - Département des Opérations de Paix (DPPA-DPO) au Siège des Nations Unies à New York.

Bruno Atangana

Ancien Assistant de programme en Démocratie (2016-2017)

Mon expérience au Centre des Nations Unies pour les Droits de l'homme et la Démocratie en Afrique centrale (le Centre) a été riche et bénéfique à plusieurs égards. Lorsque j'intégrai le Centre en 2014 comme Fellow en Démocratie, j'étais loin de me douter que cette induction marquerait le début de ma carrière aux Nations Unies. Je n'ai pas manqué de saisir cette opportunité pour me démarquer, en gagnant la confiance de mes superviseurs grâce à la qualité de mon travail. Il ne fait pas alors de doute que cette bonne impression que j'ai laissée derrière moi a contribué à ma sélection en 2016 comme Assistant de Programme en Démocratie, poste que j'ai occupé jusqu'en 2017 avant de rejoindre la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en Centrafrique (MINUSCA) comme Volontaire des Nations Unies.
C'est l'occasion pour moi de rendre un vibrant hommage à tous ceux et celles qui ont contribué à édifier les bases d'une carrière qui m'a conduit à ce jour au Siège des Nations Unies à New York en l'espace de si peu de temps. Je voudrais penser en particulier à feu Ahowanou Agbessi (paix à son âme), Luc Mutoy Mubiala, Abdoulaye Traore, Dorothée Ndoh Ondobo, Catherine Tshefu et Nadine Mballa. Puissent-ils trouver en ces quelques mots l'expression de ma profonde reconnaissance.
Au moment où le Centre célèbre son 20e anniversaire, je voudrais joindre ma voix à celle d'autres collègues pour lui souhaiter un joyeux anniversaire. Je formule le vœu que cette Institution continue d'être le porte-étendard de la démocratie et des droits de l'homme en Afrique centrale.

She is now Human Rights Officer at OHCHR New York Office.

Dorothée Ndoh Ondobo
Former Information and Documentation Officer (2001-2019)

I started working with the United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa (the Centre) also called the Regional Office of the High Commissioner for Human Rights in Central Africa (OHCHR/CARO) as the Head of the Information and Documentation Cluster in November 2001. The Centre was created as a tool to support states-led efforts in the prevention of conflicts as human rights violations were witnessed in few countries of the region. I realized that my role was challenging: How can the vulgarization of human rights and democracy information contribute to early warning and prevention of violence in Central Africa? How to ensure sustainable peace that lays in promoting respect for democracy and human rights in the sub-region? How can one reinforce the adherence of national stakeholders to international and regional human rights obligations to mitigate potential triggers of electoral violence?
Through this work, I was able to contribute to the promotion of human rights and democracy standards during approximately 18 years in the light of the strategic and operational approach adopted by the Centre by giving emphasis to areas such as: creation and management of a resource centre, production of thousands of outreach materials pertaining to international and regional human rights and democracy instruments, publication of hundreds of newsletter, creation, and management of the website. I equally contributed to the enhancement of the capacity of thousands of key national stakeholders, including from National Human Rights Commissions, civil society, UNCTs and approximately a hundred of fellows originating from the Economic Community of Central African States (ECCAS-CEEAC). I also enhanced the knowledge of journalists and elements of security and defense forces on international human rights obligations in electoral and counter-terrorism contexts.
The significance of the Centre is that its activities have tremendously contributed to raising awareness on human rights and democracy principles in the Central African sub-region. Unfortunately, the latter has been facing outbreaks of violence resulting in violations of human rights, international humanitarian, and refugee law. To address the human rights culture gap, there is a need to prioritize the dissemination of sub-regional and regional instruments, such as the 2006 Protocols adopted by the International Conference on the Great Lakes Region (ICGLR), aiming to address both human rights and democracy challenges specific to the region.

Elle est de retour dans l'équipe du Centre depuis 2022 en qualité de Spécialiste des Droits de l'Homme qui travaille avec le Rapporteur Spécial sur le Burundi.

Nadine Mballa Wilson
Ancienne Assistante de Programme Démocratie (2011-2015 et 2017-2018)

J'ai travaillé au Centre comme assistante de programme (démocratie). Mes expériences précédentes m'ont permis parallèlement de coordonner les activités en lien avec les droits de l'homme et les entreprises et les populations autochtones. Cette expérience unique m'a permis de côtoyer une variété d'acteurs tant dans la sous-région d'Afrique centrale qu'à l'international. L'une de mes expériences marquantes a été d'effectuer des descentes de terrain dans la perspective de renforcer la collaboration entre les communautés locales et les agro-industries.
Je me réjouis d'avoir modestement contribué à la promotion des droits de l'homme et de la démocratie en Afrique centrale. Cette expérience acquise impacte encore sur ma carrière, car le renforcement des capacités et l'appui institutionnel constituent un des besoins régulièrement exprimé, par les bénéficiaires en matière de promotion et de protection des droits de l'homme.
J'ai eu l'honneur de participer à la célébration des dix ans du Centre, à présent qu'il célèbre ses 20 ans je réalise combien le temps passe vite ! Ceci m'amène à réaliser que cette longévité témoigne de sa capacité et de celle de ses partenaires à s'adapter aux changements et à porter des initiatives en phase avec les besoins de la sous-région.
Je ne saurais terminer sans rendre hommage aux anciens collègues et boursiers ainsi qu'à l'équipe actuelle pour leurs contributions significatives et inspirantes qui sont d'une très grande portée pour notre sous-région.

He is back to the Centre after serving for two years as Human Rights Officer at the UN Mission In Mali.

Kiven Fonyuy
Former Communication Associate (2008-2018) and Communication Officer (2020-2021)

It has been an incredible fifteen (15) years with the United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa. Fifteen years of a diverse experience ranging from covering human rights communication and advocacy through planning and programming, monitoring and reporting to capacity building and technical cooperation. I have lived the better part of the Centre's twenty years history, and can say with all assurance that the Centre has served as a great laboratory for young professionals in the subregion through its fellowship programme. In two decades, hundreds of young graduates from the subregion have transitioned into international professional staff within the United Nations and other international organizations thanks to the fellowship programme. On this occasion of the 20th anniversary of the Centre, I would like to particularly pay homage to one of its Directors who died in active service in 2019 - Mr. Ahowanou Agbessi. He was Director of the Centre from 2013 to 2019 when he passed on. Together with the other Directors, he contributed to making the Centre the reference that it has become for human rights in the region.
To all our partners, friends, colleagues, and well-wishers, I wish us all a happy 20th anniversary.

He is presently Human rights officer at the Office of the Senior Human Rights Adviser to the RC in Rwanda.

Evaristus Ngoran
Former Program Assistant in Human Rights (2022-2023)

CARO for the past 20 years has been a symbol of Hope in a region (Central Africa) that is considered by many as extremely volatile, due to the number of conflicts and instability in certain parts of the sub region. Despite enormous challenges, CARO continous to foster the advancement of human rights and democracy in the sub region, through capacity building efforts and technical cooperation with member states of ECCAS, international development partners, national human rights institutions and civil society actors. CARO through its fellowship programme has given an opportunity to so many young people in the sub region to join the international development sector. I am one of the beneficiaries of this excellent initiative that enabled me to commence my journey in the UN system as Democracy fellow and later as Programme Assistant Human Rights and Gender both positions within CARO. This success story and many more can attest to the fact that CARO has contributed and continuous to support youths in achieving their career objectives in the sub region through its flagship fellowship programme which is one of its kind in the world.

Il est actuellement Volontaire international au Bureau pays des Nations Unies contre la Drogue et le Crime en Côte d'Ivoire.

Christian Fritz Ntopa
Ancien Assistant de programme en Démocratie (2019-2023)

Travailler pour le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique centrale aura été une expérience professionnellement et humainement enrichissante. D'abord en 2011 en qualité de Fellow Démocratie, puis de 2019 à 2023, comme Chargé de programme en Démocratie, j'ai perçu tout l'intérêt et la portée d'un bureau régional pour l'Afrique centrale du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme. Je retiens quelques faits majeurs à l'instar de l'assistance technique apportée à la République Gabonaise pour l'adoption en 2023 par le Parlement de la Loi portant réorganisation de la Commission des Droits de l'Homme qui s'arrime aux standards internationaux. D'autres faits majeurs résident dans les efforts faits pour l'élargissement de l'espace civique, les efforts pour le renforcement de la collaboration avec la Commission de la CEEAC, la préparation des structures étatiques, des acteurs de la société civile et des Institutions Nationales des Droits de l'Homme, dans le cadre du passage à l'Examen Périodique Universel devant le Conseil des Droits de l'Homme. Je reste convaincu que le Centre poursuivra son soutien aux Etats, à la société civile et les partenaires de la région.

20e anniversaire

A word from former consultants

They have put their skills to work for the Centre over the last 20 years. Here are their testimonials.

Interviewed by KS

She is now Senior Advisor on Corruption and Human Rights for West and Central Africa at Amnesty International.

Liliane Mouan

Former Consultant (2021 - 2022)

What an honour it is to celebrate CARO's 20th anniversary – and what a journey it has been! I joined CARO in April 2021 at an exciting yet challenging time, as the Office was setting up the Covid-19 project, arguably one of the largest and most innovative regional projects it has ever implemented, under the leadership of Dr Louis-Marie Bouaka.

As a member of OHCHR's Surge Initiative, I had the difficult task of providing context-specific analysis, operational guidance, and technical support for the integration of the human rights-based approach to macroeconomics across the project. But I could not be prouder of what we achieved as a team. Between July 2021 and July 2022, the team consulted with, trained or provided expert advice to at least 566 state and non-state actors, including Covid-19 government focal points, parliamentarians, staff of Resident Coordinators Offices, government, representatives of diplomatic missions, in Burundi, Cameroon, Congo, Equatorial Guinea, Gabon and Sao Tome and Principe.

In Cameroon alone, as part of the maternal health sub-project that I had the privilege of leading, and together with our partners, we undertook three field missions to the North and East regions between February and May 2022, during which we administered questionnaires in 29 health facilities and interacted with 358 stakeholders, including 280 women of reproductive age and 63 actors within the health community, many of whom were hearing about CARO for the first time.

It was a great learning experience, and I am grateful to my CARO colleagues and friends for the great – and not so great – moments spent together. My special thoughts go to our late friend Pie Ntakarutimana who sadly passed away in August 2022, just three months after our joint mission to Sao Tome and Principe, which would also be my last mission at CARO. May he rest in peace.

As we celebrate CARO's achievements during its 20 years of existence, let us also celebrate the visionaries who helped make it what it is today - such as Dr Bouaka, an exemplary leader and great mentor -, and wish every success to those coming after them. Indeed, I am very excited at the prospect of engaging Mr Nouhoum Sangare, who has demonstrated strong interest in strengthening CARO's expertise and work on economic, social and cultural rights, and the right to development.

Happy 20th anniversary to CARO, to the leaders who shaped and continue to shape it, and to the people whose lives it has transformed. Onwards and upwards!

Economist/Consultant – Francophone Africa
Surge Initiative - Thematic Engagement, Special Procedures and Right to Development Division.

Joseph Maabo Tankwa

Former Consultant (2022)

Working with CARO has been a transformative experience for me, both personally and professionally. Through my involvement with the Centre, I have gained a deeper understanding of the international human rights instruments and legal frameworks that underpin the protection and promotion of human rights in the region. In addition, my work with the Centre has expanded my professional network and provided me with invaluable exposure to different cultures, perspectives, and approaches to human rights advocacy. Working with a diverse group of stakeholders and colleagues has challenged my assumptions and helped me to develop a more nuanced understanding of the complex issues facing Central Africa.

Perhaps most importantly, my work with the Centre has given me a sense of purpose and meaning. Knowing that my efforts are contributing to a larger mission of promoting human rights and democracy in the region is incredibly rewarding and motivating.

Overall, I am deeply grateful for the opportunity to work with CARO. It is an enriching and fulfilling experience, and I look forward to continuing to contribute to the Centre's vital work in the years to come.

Happy anniversary to you CARO!

20e anniversaire

Les anciens Boursiers témoignent

Ils ont bénéficié d'un dispositif de renforcement des capacités des jeunes et moins jeunes dans un domaine de compétence du Centre. Ils reviennent sur leur expérience d'apprentissage.

Propos recueillis par KS

Since 2017, he is member of National Commission for the Promotion of Bilingualism and Multiculturalism (NCPBM). He is also a writer, poet, peace activist, educationist, political analyst, Pan Africanist and founder/Executive Director of AFRICAphonie.

Georges Ngwane

Former Senior Fellow (2021 - 2022)

Twenty years of systemic achievement

I was not too familiar with the United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa (UNCHRD-CA) based in Yaounde until I had an offer from the Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR) in Geneva to undertake a Senior Fellowship programme on minority rights at the Centre for close to 16 months (September 2021-December 2022). Indeed my forthcoming bilingual book 'Protecting Minority Language Rights' (July 2023) published by Spears Book (USA) owes its cradle in this Centre.

For the past 20 years the Centre has remained steadfast in its mission to 'promote and protect human rights and democracy through research, advocacy, and human rights mainstreaming'. The challenge in the next years for the Centre would be to give more visibility to its Democracy section especially as the value of any country's human development and democratic entitlement is measured by its human rights index and democratic dividends. I hope that the maternity of 20 years of systemic achievement of CARO shall give birth to 20 more years of corporate excellence.

She is Chief Administrtaive Officer at Analysis and Experimentation on Ecosystems (AnaEE-ERIC) in France.

Mireille Kelly Matene Fah

Former Fellow in Gender and Women's Rights (2019)

20 years of commitment to human rights, democracy, peace and development... Happy 20th anniversary to the United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa (UNCHRD-CA)! On this special occasion, I would like to add my voice to the international community to congratulate the entire team for its daily commitment to a just, peaceful and egalitarian world, ensuring that no one is left behind. 20 years is the age of possibilities, of hope for a better tomorrow. It is also the age to take stock of the progress made, the difficulties encountered, and the challenges ahead, especially in a global context marked by an unprecedented decline in human rights, and an increasing erosion of the rule of law and democracies.

I had the opportunity to join the UNCHRD-CA dynamic team during a 6 months fellowship program in gender and human rights in 2019. I have only beautiful memories of this very first experience in the United Nations system, marked above all by cordial, very warm and instructive relationships. Monitoring the human rights situation in Central Africa, reporting on cases of violations of women's rights, ensuring that the gender approach is taken into account in the Center's activities, among other assignments, have further strengthened my determination to work for the promotion of human rights and sustainable development. I am currently doing an internship at the French Development Agency in Paris, as part of a training program in International Institutions, NGO and Development Policies. I look ahead for a great career in development and implementation of public policies that take into account the Human Rights-Based Approach, in line with both the UN 2030 and the AU 2063 Agendas. Happy birthday UNCHRD-CA!

Il est actuellement Consultant à la Cour Constitutionnelle pour le processus des élections locales en RCA.

Thierry Said

Ancien boursier en Droits de l'Homme

Leçons et perspectives pour une institution dynamique

Le Centre se présente omme un socle, une plaque tournante de la promotion des droits humains ces deux dernières décennies. Travaillant de concert avec les autorités des pays de la CEEAC et des Grands Lacs, pour le renforcement de la capacité des acteurs institutionnels et la conformité de leur cadre juridique interne aux différents engagements internationaux. Le Centre joue à cet effet, un rôle majeur pour la dynamisation et le respect des mécanicismes des droits de l'homme par les Etats parties. A côté de cette collaboration principielle avec les Etats parties, le centre a orienté aussi ses stratégies en direction des groupes faisant souvent l'objet de marginalisation ou discrimination : les femmes, les personnes vivant avec handicap (les personnes à mobilité réduite, les malvoyants, les malentendants, les albinos), les peuples autochtones (les Peuls, les Mbakas etc.) et les déplacés internes ayant plus besoin d'assistance et de protection. Par ailleurs, le Centre a efficacement contribué dans la promotion de la démocratie, en incitant les Etats à une pleine application des droits de l'homme dans le processus électoral, avec une forte implication des Organisations de la société civile (OSC). Les actions du centre sont aussi orientées dans la prévention des conflits et la sauvegarde de l'Etat de droit. Ce résumé succinct des quelques axes d'efforts entrepris par le Centre pour la promotion et la protection des droits de l'homme ainsi que de la démocratie permet d'ériger des auréoles de satisfecit pour ce jour anniversaire.

Toutefois, il n'en demeure pas moins que des défis structurels et fonctionnels stagnent les efforts jusqu'ici consentis. Sur le plan structurel, le premier défi du centre renvoie essentiellement à son effectif en ressources humaines qui, ne compte que 14 personnels pour une institution à vocation régionale. Par conséquent, c'est l'occasion de lancer un appel au renforcement de son capital humain et la restructuration de son cadre interne pour plus d'efficacité. En outre, l'une des difficultés fonctionnelles auxquelles le Centre est confronté est en rapport avec le principe de spécialité dont certains Etats en font une interprétation très restrictive, empêchant le déploiement sur le terrain et l'instruction des violations des droits de l'homme sur leur territoire. S'ajoute aussi la forte dépendance de la mise en œuvre des activités relatives aux droits de l'homme aux financements extérieurs, ce qui fait que la mise en œuvre des activités retenues dans le plan annuel est tributaire de la disponibilité de ressources financières.

Ce 20e anniversaire est l'occasion de formuler le vœu pour une paix durable et la réalisation pleine et sans entrave des droits de l'homme partout dans le monde et, dans les 10 Etats couverts.

Il est actuellement bibliothécaire au PKFokam Institute à Yaoundé.

Crépin Bodo

Ancien boursier en Documentation (2021)

2003 – 2023 = 20 ans ! Deux décennies à travailler au quotidien pour la préservation des droits de l'homme (société, santé, éducation, économie...) et l'intégration des principes et maillons essentiels de la démocratie dans les dix pays d'Afrique Centrale dans lesquels les missions du CNUDHD-AC s'étendent.

Cet anniversaire de porcelaine (20 ans) démontre à suffire combien de fois l'ONU est soucieux d'un monde où Démocratie et Droits de l'homme sont respectés partout sans failles ni réserves qu'importe le lieu, le temps où l'espace.

Je suis heureux d'y avoir participé à des activités de cette institution qu'est le CNUDHD-AC et d'avoir rencontré plusieurs autres boursiers comme moi d'origines diverses et tâches différentes que les miennes mais avec pour seuls socles la Démocratie et le respect des Droits de l'homme pour tous au Burundi, au Cameroun, en Centrafrique, au Congo, au Congo Démocratique, au Gabon, en Guinée équatoriale, au Rwanda, à Sao-tomé-et-Principe et au Tchad.

Nous souhaitons au CNUDHD-AC, à l'équipe actuelle et aux équipes avenir beaucoup d'inspiration, de stratégies et de forces pour mieux cerner et travailler pour une Afrique Centrale modèle de réussite et d'exemple en termes de Droits de l'Homme et de Démocratie.

Il est actuellement Project Director de Freedom House au Burkina Faso.

Igor Ngima
Ancien boursier en Droits de l'Homme (2013)

En 2013, mon passage en tant que boursier en droits de l'homme au Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC) a été une des plus riches expériences de mon début de carrière. C'était à l'époque un rêve secret d'ancien étudiant, usager régulier (2008 – 2010) de la bibliothèque du Centre, qui se réalisait.
J'ai ainsi eu l'opportunité d'y côtoyer aussi bien des organisations locales des droits de l'homme, des professionnels aguerris que de travailler dans un cadre qui a été un véritable tremplin dans ma carrière. Aujourd'hui encore, les bases du travail de documentation et plaidoyer en droits humains, acquises en six mois au Centre, facilitent mon travail au sein des différentes institutions au sein desquelles j'exerce depuis quelques années.
Mon souhait pour l'avenir est que le CNUDHD-AC soit et/ou demeure une ressource pour les défenseurs, les étudiants et les professionnels en droits humains dans une sous-région où les défis en la matière sont constants. En effet, très peu d'institutions sont à la fois un cadre de renforcement des capacités, de recherche et de dialogue entre les acteurs pertinents en droits de l'homme.

Elle travaille actuellement comme Cheffe de département administratif au Programme d'Autonomisation Economique et d'Emploi des Jeunes (PAEEJ) au Burundi.

Clarisse Nsabimana
Ancienne boursière en Genre (2020-2021)

C'est un grand plaisir pour moi de présenter mes meilleurs vœux pour le vingtième anniversaire de CARO.
J'ai été fellow à CARO de novembre 2020 à avril 2021. Depuis ce temps, je suis témoin de vos services de grande qualité et de vos contributions importantes à la paix, à la sécurité, à la promotion des Droits de l'Homme et au progrès de l'Afrique Centrale.
Personnellement, CARO m'a beaucoup inspirée et éduquée au respect de la diversité culturelle et au professionnalisme.
Toutes mes félicitations à tout le staff de CARO pour leur excellent travail.
Acceptez que je vous souhaite plusieurs autres années de succès.

Après être revenu au Centre comme Consultant en Documentation de février à août 2023, il a été recruté comme Chargé de Coopération de l'Ambassade du Brésil au Cameroun.

Simon Landry Ndzana
Ancien boursier en Documentation (2016)

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude pour les opportunités que j'ai eues d'abord en tant que boursier et plus tard comme consultant au sein du CNUDHD-AC. Mon expérience au Centre a été marquée par la convivialité, le professionnalisme et le respect de la diversité culturelle.
En tant que boursier, j'ai été immergé dans un environnement stimulant où j'ai pu contribuer à la collecte, à l'organisation et à la diffusion d'informations cruciales sur les droits de l'homme et la démocratie. J'ai donc travaillé aux côtés d'une équipe qui m'a guidé et soutenu. J'ai pu développer mes compétences tout en contribuant à des initiatives significatives. Plus tard, en tant que consultant, j'ai été impliqué dans des projets stratégiques et j'ai travaillé en étroite collaboration avec des acteurs clés. J'exprime cette reconnaissance à toutes les équipes (passées et actuelles) de CARO, pour avoir créé un environnement de travail exceptionnel, esprit qu'incarne l'actuel Directeur M. Nouhoum Sangaré.
Nous gardons en mémoire Pie Ntakarutimana et M. AGbessi (Ancien Directeur) qui nous ont quittés. Des hommages aussi à M. Abdoulaye Traoré et M. Doctor Epinge pour leur départ à la retraite après des années de bons et loyaux services.
De ces passages, j'emporte avec moi des souvenirs inoubliables.

He is Special Assistant/ Associate Reporting Officer
Political Affairs Division
MINUSMA, Bamako, Mali

Lelis Bebila
Former Fellow in Democracy (2021)

On this day, which marks the 20th anniversary of the United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa, I would like to celebrate all the achievements you have made over these two decades. It is for all colleagues who work tirelessly to improve human rights in Central Africa, even though we are aware that much remains to be done. I am convinced that the promotion and protection of human rights are essential to maintaining peace and stability in our subregion. I am proud to be part of the history of CARO.

Il est actuellement Associate Reporting Officer à la Division des Affaires Politiques de la MINUSMA, Kidal, Mali

Harold Nishimagizwe
Ancien boursier en Droits de l'homme (2021)

Je tenais à vous envoyer ce petit message pour vous souhaiter un très joyeux anniversaire ! Je me rappelle avec plaisir les moments passées à travailler au sein du Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique centrale, une expérience très enrichissante pour moi.
Je garde de très bons souvenirs du Centre. J'ai apprécié la qualité du travail, le professionnalisme, le travail d'équipe des collègues qui m'ont permis de développer mes compétences professionnelles et de progresser dans ma carrière.
Je tiens à vous remercier pour l'opportunité que vous m'avez offerte de travailler avec vous, et pour votre engagement en faveur des droits de l'homme. Je suis fier d'avoir fait partie de votre équipe et je vous souhaite beaucoup de succès pour les années à venir.
Joyeux anniversaire, et encore une fois, merci pour tout !

Il est revenu au Centre en février 2023 comme Consultant national en gestion des archives.

Joseph Arnaud Ayana
Ancien boursier en Administration (2022)

20 ans de formation des jeunes cadres d'Afrique Centrale

Je dirais que le Centre contribue à la formation des jeunes à travers le programme de bourse du fellowship qui accueille tous les 06 mois des candidats issus des pays de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), recrutés sur la base des critères objectifs et dans les domaines suivants : droits de l'homme, démocratie, genre, administration et communication. D'après les statistiques, je crois que le centre a accueilli au moins 200 jeunes pour ce programme entre 2001-2021. Aujourd'hui, nombreux œuvre dans le système des Nations unies, dans l'humanitaire et d'autres organismes internationaux qui interviennent sur le volet droits de l'homme. Par ailleurs, le centre de documentation qui est une mine documentaire en matière de démocratie, human rights que le Centre met à la disposition de son personnel et d'un large public. Enfin, CARO est une équipe multiculturelle qui, par une approche basée sur les droits de l'homme, continue d'œuvrer au quotidien non seulement dans la vie du Centre surtout lors des « happy hour » qui rapprochent et consolident les liens professionnels entre tous les collègues, mais aussi travaille sans cesse sur le mandat qui lui est assigné.

Elle est actuellement responsable du Service du Fichier et des Archives au Ministère des Marchés publics (CMR)

Armelle Bissohong
Ancienne boursière en Documentation (2010)

Heureuse d'avoir collaboré avec le Centre du 1er Avril au 30 juin 2010. Je garde le souvenir d'une expérience bénéfique et qui jusqu'à ce jour influence ma carrière de Documentaliste.
Merci pour l'esprit d'équipe et d'équité qui règne dans votre organisation.
Joyeuse célébration à vous.

He has also been Research Assistant on COVID-19 Project. Since october 2022, he is Youth Volunteer (Communication and Partnership Officer) at African Union Commission.

Joseph Fambove
Former Fellow in Human Rights (2019-2020)

The 20 years of UNCHRD-CA is a momentous occasion, filled with joy, reflection, and inspiration. This celebration is a commemoration of the achievements of the Center over the past two decades, especially its work towards a noble cause – promoting and protecting human rights and democracy in the Central Africa. This Office represents a high level Institution with ability to provide workers with opportunities for personal and professional growth. You would be constantly learning and growing, as you work on complex and important issues related to human rights and democracy. The UNCHRD-CA is a house where you have the chance to develop a wide range of skills, such as research, analysis, and partnership. Working for UNCHRD-CA provided me with a wonderful experience, one that would allow you to make a meaningful contribution to the lives of people in order to "leave no one behind". Happy UNCHRD-CA's 20 years, the moment of pride, celebration, and affirmation of the importance of the Centre's work.

Il travaille actuellement comme Conseiller chargé des peuples autochtones au sein de Wildlife Conservation Society (WCS) en RDC.

Dieudonné Akilimali
Ancien boursier senior en Peuples autochtones et minorités (2020-2021)

Je veux me référer au thème de la journée internationale des peuples autochtones du 9 août 2021, « Ne laisser personne de côté : les peuples autochtones et l'appel à un nouveau contrat social », ce qui suppose un appel à l'éveil de conscience de toute la communauté internationale sur la situation particulière des peuples autochtones, encore en marge des objectifs du développement durable. La situation des peuples autochtones d'Afrique centrale est caractérisée par la marginalisation, la discrimination, l'exclusion des instances de prise de décision, mais aussi la pauvreté. Ceci fait que les chasseurs cueilleurs pygmées Baka, Batwa, Ba'Aka, Bakyeli, Mbuti, Aka et les éleveurs Mbororo sont de plus en plus à l'écart de la dynamique communautaire.

Le mode de vie des peuples autochtones caractérisé par la chasse, la cueillette et le nomadisme en déphasage avec celui de leurs voisins agriculteurs et éleveurs a davantage renforcé leur stigmatisation et leur exclusion sociale.

Des tentatives d'intégration sociale des peuples autochtones sont en cours en Afrique centrale, au regard d'initiatives prises par certains pays sur le plan législatif avec l'accompagnement du CNUDHD-AC. Parmi ces initiatives nous pouvons rappeler : l'adoption de la Loi n°5-2011 portant protection et promotion des droits des peuples autochtones au Congo, la ratification de la Convention n°169 de l'OIT par la République centrafricaine, la cooptation des trois Batwa au Sénat et à l'Assemblée nationale au Burundi, la prise en charge des besoins spécifiques des personnes historiquement marginalisées/des Batwa au Rwanda et la loi n°22/030 du 15 juillet 2022 portant protection et promotion des droits des peuples autochtones pygmées en République Démocratique du Congo. Autant d'initiatives tendant à remédier aux abus dont sont victimes les peuples autochtones depuis des temps immémoriaux.

Cette intégration sociale et le renforcement des mesures protégeant les droits des peuples autochtones passerait aussi par l'engagement des acteurs de la société civile accompagnant les peuples autochtones et des leaders autochtones eux-mêmes dans leur collaboration avec les Etats membres, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme et d'autres agences du système des Nations Unies, afin de mettre en place un environnement juridique contraignant en faveur des peuples autochtones.

Le Centre reste un outil de plaidoyer et de promotion des droits des personnes marginalisées, y compris les peuples autochtones, les personnes vivant avec handicap et d'autres personnes marginalisées à travers le suivi des engagements internationaux des Etats membres. Ceci ne sera possible qu'à travers le travail en équipe de ses différentes unités : Démocratie, mécanisme des droits de l'homme et espace civique, égalité et non-discrimination, renforcement des capacités et coopération, monitoring et protection, documentation information et communication, et enfin l'unité administration et finance.

Bonne célébration du 20ème anniversaire du CNUDHD-AC.

Doctor M. Epinge

Pioneer UNCHRD-CA driver retired after 32 years of service.

Chief Epinge Mathias Doctor took his well-deserved retirement from the United Nations System on 30 June 2022 at the age of 65. Doctor started in the United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa (UNCHRD-CA) as a driver. Since then, he has covered a million of kilometers, criss-crossing the country to support in pushing forward the promotion of human rights and democracy in Cameroon. As a traditional ruler in Ndian Division of the South-West Region, Doctor will be putting in more time to cater for his communities and advocate for the rights of the vulnerable populations in his crisis stricken communities.

Locaux du Centre

Le CNUDHD-AC a occupé plusieurs locaux comme siège en 20 ans. L'Etat du Cameroun vient de le doter d'un nouveau siège pour son 20e anniversaire.

Nouveau siège offert par l'Etat du Cameroun

Siège occupé pendant 14 ans.

Abdoulaye Moussa Traoré

L'ex-Conseiller régional en Démocratie a passé 14 ans au sein du Centre

Abdoulaye va quitter le Cameroun le 31 octobre 2023 après 14 ans passés à Yaoundé au Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC).

Il aura en tout passé 27 ans au sein du Système des Nations Unies, notamment au sein du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH). Tout d'abord comme Spécialiste des droits de l'homme au sein du tout premier bureau de terrain du HCDH au Rwanda (1996-98), puis Adjoint au Chef de Bureau du Burundi (1998-2006), Chargé de la mise en place du premier Bureau du HCHD au Togo (2006-09) et enfin au Centre dès 2009. Il y a occupé les fonctions de Conseiller régional en Démocratie.

Titulaire d'une Maîtrise ès Sciences Juridiques et Politiques - Option relations internationales de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Abdoulaye a été précédemment fonctionnaire malien. Il a occupé les fonctions de Chef de division des Normes internationales du Travail et Chargé de mission au sein du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, puis Conseiller Technique du Ministre de la Justice, Chef de Cabinet du Ministre délégué chargé des Réformes institutionnelles, Chef de Cabinet du Ministre de la Santé, de la Solidarité et des Personnes Agées, avant d'entamer une carrière internationale.

Celui qui a assuré plusieurs fois l'intérim du Bureau régional pour l'Afrique Centrale du HCDH (2009-2019), s'en va

la tête haute et le sentiment du devoir accompli. Depuis l'annonce de son départ en retraite, les hommages pleuvent des différents pays et structures partenaires avec lesquels il a su nouer au fil des ans un lien fort et des passerelles fructueuses de collaboration.

Ahowanou Agbessi

L'ancien Directeur du Centre est décédé en fonction le 20 août 2019.

Nommé en mai 2013 Directeur du Centre, en remplacement de Maarit Kohonen Sheriff, celui qui était entré au HCDH en 1993 était avant sa nomination Conseiller aux droits de l'homme au Tchad. Il a occupé plusieurs fonctions, notamment comme Représentant du HCDH, Spécialiste des droits de l'homme, Chef de bureau, Chef de section, Chef d'équipe et Directeur du bureau national.
Son expérience de terrain avec le HCDH s'étendait sur plus de 20 ans durant lesquels il a assuré la protection et la promotion des droits de l'homme dans plus de dix pays de l'Afrique et des Caraïbes. En dehors du Tchad, il a fait ses preuves à Haïti, au Rwanda, au Burundi, en Tanzanie, en Sierra Leone, en République démocratique du Congo, en Guinée. Il a aussi entrepris plusieurs missions officielles en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Niger, au Mali, au Liberia, au Ghana, au Kenya, au Gabon, au Cameroun, au Burkina Faso, en Ouganda, au Congo Brazzaville et en Namibie.
M. Ahowanou Agbessi avait également travaillé avec le Tribunal pénal international pour le Rwanda à Arusha en Tanzanie de 1998 à 2002.
Il était titulaire d'un Doctorat en droit de Graduate Institute of International Studies de l'université de Genève (Suisse) et d'une Maîtrise en droit obtenue à l'université de Leipzig (Allemagne).
L'on retient de lui l'image d'un infatigable travailleur et d'un abord facile.

Pie Ntakarutimana

Arrivé au Centre en 2015, le spécialiste des droits de l'homme a tiré sa révérence le 26 août 2022.

Véritable icône des droits de l'homme dans son pays, le Burundi, Pie Ntakarutimana est un militant des droits de l'homme qui manque à sa famille, à ses collègues mais aussi aux différents acteurs des droits de l'homme qui ont cheminé avec lui depuis 1998. La maladie a eu raison de sa dernière bataille le 26 août 2022 à Ottawa au Canada. Jusqu'au bout sa bonne humeur légendaire n'aura pas quitté son corps meurtri.
Cette humeur positive qui aura frappé tous ceux qui ont connu Pie Ntakarutimana cachait un drame qui s'est abattu sur sa famille lors du génocide des Tutsis au Burundi en 1993. Il y a perdu quasiment tous les siens et en gardera une blessure profonde, même s'il avait fini par accorder son pardon aux acteurs de cette barbarie. Lors d'un documentaire radiophonique produit sur sa vie et intitulé «Pie Ntakarutimana, Vivre debout», produit par RCN Justice & Démocratie, il disait ceci :» Si je peux ne pas me retrouver en face de l'assassin de ma mère qui a grandi dans notre maison et que j'ai aidé avec ma bourse d'étudiant, je préfèrerai. Mais s'il souhaite me voir, je suis aujourd'hui prêt à le faire».
Pie Ntakarutimana, ingénieur électromécanicien de formation, mais aussi titulaire d'un Master en droits de l'homme et résolution des conflits et d'un diplôme de spécialisation en droits économiques, sociaux et culturels, va alors dédier le reste de sa vie à la défense et la promotion des droits de l'homme. Dès 1996, il est Coordinateur des programmes à l'Institut pour la Promotion de la Démocratie et le Développement Intégré (IPDDI). De 1998 à 2002, il est le président de la Ligue burundaise des droits de l'homme ITEKA. Après un bref passage à CARE Burundi, il rejoint la section burundaise d'ACORD, une Ong britannique qu'il quitte pour devenir de 2004 à 2006 vice-président de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH). En 2007, il est recruté aux Nations Unies, notamment au Haut-Commissariat des Droits de l'Homme où il fera carrière. D'abord au sein du Bureau pays du Burundi (2007-2011) où il a travaillé au sein de l'unité de Justice transitionnelle, puis au Bureau pays du Togo de 2011 à 2015 et enfin au Bureau régional à Yaoundé dès 2015.

www.unchrd.org

Actualités, Historique, Agenda, Projets, Documentation sur les droits de l'homme et la démocratie en Afrique Centrale, Retrouvez tout cela sur notre site web et sur nos comptes Facebook, Twitter et YouTube.

Directeur de Publication :
Nouhoum Sangaré

Conseillers éditoriaux :
Abdoulaye Traoré, Laurent Akobi Banouin, Sandrine Martins Espinoza, Catherine Tshefu, Dimitte Ngane, Nadine Mballa, Hugo Giguere, Asita-Maria Scherrieb, Kiven Fonyuy

Rédacteur-en-chef : Joseph Fajong

Rédacteur : Kamdem Souop

Infographie : Kamdem Souop

NATIONS UNIES
DROITS DE L'HOMME
HAUT COMMISSARIAT
Centre pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale

Quartier Golf Ntougou
BP: 836 Yaoundé - Cameroun
Tel: +237 222 50 58 00
Fax: +237 222 21 24 75
E-mail: ohchr-caro@un.org
Website: www.unchrd.org

Défendez les droits de l'homme

NATIONS UNIES
DROITS DE L'HOMME
HAUT-COMMISSARIAT

ARTICLE 1

TOUS LES ÊTRES HUMAINS NAISSENT LIBRES ET ÉGAUX EN DIGNITÉ ET EN DROITS.

DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME

75 DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME

DIGNITÉ, LIBERTÉ ET JUSTICE POUR TOUS